

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**



**Face à l'offensive globale,
faire de la politique,
s'organiser !**



Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**

L'Anticapitaliste

Pour découvrir
notre presse, profitez de
notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS
D'HEBDO**
ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

SOMMAIRE

Edito p.3
En lutte p.4-7

- Syndicalistes et Gilets jaunes de la Rive droite, on continue !
- Des centaines de milliers de jeunes « plus chauds que le climat » !
- Communiqué unitaire pour appeler aux mobilisations et contre la répression
- L'école de la confiance... dans la lutte !
- Grève pour les salaires à la Monnaie de Pessac

Nos vies, pas leurs profits p.8-11

- Ford : jusqu'au bout pour contester
- « Fin du Monde, fin du Mois, fin du Toit »...
- Psychiatrie : patients et soignants otages de la camisole budgétaire
- Boeing 737 Max : 356 victimes de la soif de profits et de la concurrence
- Social, écologie, même combat !
- Jusqu'à là, tout va bien !
- Quand la banque va...

Politique locale p.12-13

- Cenon, un nouveau budget d'austérité
- Violence d'Etat contre les femmes le 8 mars à Bordeaux
- 2130 personnes sans eau potable à Bordeaux
- La nuit, foutez-nous la paix !
- Kabakov, kézako ?

NPA 33 p.14

- Européennes : pour que se fasse entendre des voix « lutte de classe » et internationalistes
- Réunion-débat : marxisme et psychanalyse

A lire p.15-16

- *Mon histoire*, de Rosa Parks
- *L'apostat*, de Jack London
- *Le destin tourmenté de Floran Tristan*, BD d'Olivier Merle

Face à l'offensive globale, faire de la politique, s'organiser !

Cela fait plus de quatre mois que le mouvement des Gilets jaunes fait entendre sa colère contre Macron et son monde, une colère partagée largement dans le monde du travail et parmi les classes populaires. Semaine après semaine, le mouvement ne s'étend plus mais il reste déterminé et continue à faire entendre une contestation profonde malgré les campagnes médiatiques, le mépris social, la répression, les blessures graves, les arrestations, la loi « anti-casseurs »...

Macron et le patronat redoublent leur offensive

Face à la contestation, Macron a étalé son mépris et fait la morale. Il a organisé le grand débat pour essayer de donner le change, se montrer offensif, en vain. La mobilisation des forces de répression et la dureté de la justice n'ont pas davantage aidé Macron à reprendre la main.

Quant aux quelques miettes lâchées, le fait qu'une partie du patronat ait accordé la « prime Macron » à plus de deux millions de salariés illustre bien l'inquiétude des milieux dirigeants face à la colère.

Mais dans le fond, rien n'a changé dans les conditions de vie des travailleurs. Les salaires stagnent et les attaques redoublent. Les plans de licenciements et de fermetures d'usines se poursuivent, à Ford, Arjowiggins, ou Ascoval. Le gouvernement annonce de nouveaux reculs sur les droits à la retraite. Il prépare de nouvelles attaques contre la fonction publique, après les attaques contre les chômeurs et les salariés du privé.

Franchir une étape : s'organiser et lutter sur les lieux de travail

Face à cette offensive globale, c'est bien d'une politique globale dont nous avons besoin, pour notre classe, travailleurs, Gilets Jaunes, jeunes, chômeurs, retraités... La colère que nous partageons n'a pas suffi pour l'instant à surmonter les obstacles. Une partie du monde du travail est encore sous le poids des défaites subies depuis 2016 contre la loi travail d'El Khomri, contre les ordonnances Macron en 2017, la

casse du statut des cheminots en 2018... Des défaites dont les directions syndicales portent la responsabilité, comme elles portent la responsabilité d'avoir tout fait pour isoler le mouvement des Gilets Jaunes, empêcher que la colère partagée débouche sur une lutte d'ensemble du monde du travail. Malgré cela, dans plusieurs entreprises, comme ici à la Monnaie à l'occasion des NAO, des luttes pour les salaires reprennent. Dans l'éducation, après des années de reculs et de réformes réactionnaires, une fraction des salariés relèvent la tête et construisent leur mobilisation. Une partie de la jeunesse s'est mobilisée en décembre contre la casse du lycée, elle s'engage aussi pour l'urgence environnementale, contre ce système sans avenir. Dans toutes ces mobilisations, les femmes prennent toute leur place, au premier rang.

Faire entendre la voix des anticapitalistes et révolutionnaires

En Algérie, en Europe, c'est la même contestation, la même révolte contre la faillite du capitalisme mondialisé.

Pour élargir la contestation, nous ne pouvons compter que sur nos liens à la base, notre capacité à unifier le camp des travailleurs, des classes populaires par une lutte d'ensemble, collective, contre l'injustice fiscale, pour le pouvoir d'achat, les augmentations de salaires et des pensions, l'interdiction des licenciements, le partage du travail et le développement des services publics, de l'éducation, de la santé...

Être utile à cette contestation, c'est aussi porter une perspective révolutionnaire et internationaliste dans la séquence des européennes qui s'ouvre. Le NPA, ne pouvant par présenter de liste, appelle à voter pour celle de Lutte ouvrière (voir page 14 la motion votée au dernier Conseil politique national du NPA). Au-delà, la question qui est posée est bien celle d'un parti des travailleurs, un cadre pour regrouper celles et ceux qui veulent donner une perspective politique à leur colère, un parti pour regrouper les anticapitalistes et révolutionnaires.



Syndicalistes et Gilets jaunes de la Rive droite, on continue !

Les activités autour de l'Union locale de la Presqu'île de Bassens se poursuivent par des échanges, des réunions en petit comité, des AG entre syndicalistes CGT, FO Transports et Sud Emploi et des Gilets jaunes du secteur.

D'abord, il y a eu la rédaction d'un tract pour appeler à la grève du 19 mars. Rédigé par une dizaine de GJ et de militants CGT, il a été distribué ensemble sur plusieurs ronds-points et marchés ainsi qu'à la manif du 16 mars, à plusieurs milliers d'exemplaires.

Un militant CGT a proposé de défendre un travailleur portuaire du secteur, victime d'une main arrachée lors d'une manif alors qu'il essayait de repousser une grenade tombée à ses pieds. Le Port autonome de Bordeaux n'a rien voulu prendre en charge ne s'agissant pas d'un accident du travail. Pour pouvoir retravailler, il aurait besoin d'une main bio-nique d'une valeur de 33 000 €.

Nous avons discuté du problème en AG en sa présence. Un comité de soutien a été créé et une caisse où tous ont donné et vont faire contribuer autour d'eux, GJ, syndicats.

Un tract a été élaboré en AG pour aller devant les entreprises du coin. S'est ensuivie une discussion longue et assez agitée, qui a failli bloquer la rédaction du tract, lorsque les GJ présents ont voulu absolument faire figurer le RIC parmi les revendications du tract. Nous avons finalisé le tract avec une formule de compromis : « *pour la démocratie directe des citoyens et des travailleurs et le RIC* ».

Dans l'AG réunie après la grève du 19, il a été décidé de faire un tract pour appeler à la convergence GJ et syndicats pour la défense de l'école et la manif du 30 mars. De jeunes enseignants ont proposé qu'un cortège de profs parte de la

Rive droite en soutien aux enseignants du secteur particulièrement touchés par les réformes et mobilisés (cf. Anticapitalistes N°87). Mais la Préfecture a interdit ce trajet. Et les syndicats d'enseignants ne voulant pas de la convergence ont fixé un point de départ de manif et un trajet loin de celle des GJ. Le tract n'a pu paraître : difficile d'appeler à deux manifestations différentes !

Cependant, des enseignants présents à la manif ont appelé à la fin à rejoindre celle des GJ et nous nous sommes retrouvés à manifester ensemble, comme un samedi !

Monica



Manifestation du 30 mars à Bordeaux

Communiqué unitaire pour appeler aux mobilisations et contre la répression

Le 27 mars, le NPA 33 invitait largement partis, syndicats et associations pour discuter d'une dénonciation commune de la politique de répression du mouvement social de Macron et Castaner. Voici le communiqué unitaire qui a été adopté.

Face à la politique de Macron-Castaner, nous, organisations politiques, syndicales, associatives, appelons à participer massivement aux mobilisations et manifestations prévues ce samedi 30 mars. Mobilisation des gilets jaunes, manifestations des enseignant.e.s et parents d'élèves, rassemblement contre la répression et pour la liberté de manifester, soyons nombreuses et nombreux pour faire entendre les exigences sociales et démocratiques !

A travers le mouvement des gilets jaunes, ce sont tou.te.s celles et ceux qui luttent, l'ensemble du monde du travail, des classes populaires, de la jeunesse qui sont visé.e.s par la politique répres-

sive du gouvernement, sa campagne haineuse. A Bordeaux, en plus des dizaines d'interpellations et gardes à vue qui ont lieu chaque samedi, nombre d'initiatives militantes subissent la répression : le 8 mars, de jeunes manifestantes pour les droits des femmes en ont été victimes lors de la manifestation nocturne ; le 16 mars, ce sont des militant.e.s pour le climat qui ont été interpellé.e.s lors d'un rassemblement pacifique devant la Caisse des dépôts et consignations. Un tel zèle aura peut-être aidé la promotion du nouveau Préfet de Paris...

Face à une mobilisation qui dure depuis plus de 4 mois, le gouvernement ne connaît que répression, violences et provocations.

Des centaines de milliers de jeunes « plus chauds que le climat » !

Le 15 mars a réuni plus de 5 000 jeunes à Bordeaux, 50 000 à Paris, 100 000 dans toute la France et plus de 300 000 dans 100 pays. S'en est suivi plusieurs mobilisations comme "La marche du siècle" le 16 mars...

Si les revendications « **pacifiques et apolitiques** » de certains organisateurs du mouvement, comme 'Fridaysforfuture-bordeaux' qui a entre autres organisé la «cleanwalk» du 22 mars, constituent une des limites de celui-ci, il est pour autant certain qu'il y a déjà en germe une conscientisation de cette jeunesse qui prend son avenir en main. Elle cherche des réponses et des moyens afin de construire une société dans laquelle on serait plus responsable vis-à-vis de la planète, qui ne serait pas fondée sur l'exploitation des hommes et des ressources mais bien sur l'égalité et la répartition des richesses. En cela -bien que ces revendications ne sont pas les principales actuellement- le mouvement est d'ores et déjà profondément politique. En effet « *notre biosphère est sacrifiée pour que des personnes riches, dans des pays comme le mien, puissent vivre dans le luxe. Ce sont les souffrances du plus grand nombre qui paient pour le luxe de quelques uns* » affirmait Greta Thunberg à la Cop24, une des figures internationales de ces mobilisations. Dans une interview elle revendique également que « *nous devons faire entendre*

notre voix et nous mettre en colère pour ensuite transformer cette colère en action », telles sont les perspectives du mouvement à porter dans des cadres d'organisation collective afin de renverser leur société dans laquelle la fonte des glaces pèse moins lourd que leurs milliards !

Ce qui est dénoncé, c'est donc la société capitaliste et sa structure. Or être anti-capitaliste ne signifie pas grand-chose si un programme politique conséquent n'est pas établi : en effet de nombreuses et complexes problématiques se posent à nous, les contradictions de ce système nous les imposent. Ce sont ces questions que nous avons abordées au débat du

NPA Jeunes le 21 mars avec une vingtaine d'étudiant.e.s et lycéen.ne.s : comment se fait-il que 10 % possèdent plus de 50 % des richesses mondiales en quoi leur course au profit détruit la planète ? Comment comprendre des absurdités telles que la surproduction pour ensuite gaspiller et détruire plus de 1,3 milliard de tonnes de nourriture alors que 900 000 personnes sont affamées ? Quelle société nous proposons de construire et en cela quelle est la nécessité de s'organiser dans un Parti révolutionnaire ? Car il n'y a pas d'autre issue, Rosa Luxembourg résumait cela en un aphorisme bien connu : « *Socialisme ou barbarie* » !

Jahan L.



Photo de Nathalie Pierre : nathaliepierre.com

Depuis novembre, 8700 personnes ont été placées en garde à vue, 2000 condamnées dont 800 à de la prison ferme, près de 1800 sont en attente de jugement. Des milliers de personnes ont été blessées, dont 222 à la tête, 22 ont été éborgnées et 5 ont eu une main arrachée. A Marseille, une femme de 80 ans est décédée suite à un tir de grenade lacrymogène. Et cette semaine, après les violences subies par Geneviève Legay, militante de 73 ans grièvement blessée à Nice, Macron a renouvelé ses provocations indécentes.

Les gouvernements Sarkozy puis Hollande-Cazeneuve avaient préparé le terrain avec des législations d'exception et des répressions déjà massives lors des luttes dans les quartiers, pour les retraites et contre la loi Travail. Un nouveau pas est franchi. Et à l'usage systématique des LBD, aux interpellations « préventives » et gardes à vue massives s'ajoutent désormais la loi « anticasseurs » qui permet de généraliser les fouilles, le fichage, l'interdiction de manifester...

Samedi 23 mars, le gouvernement a annoncé le renfort des militaires du « dispositif Sentinelle » et a fait interdire de nombreuses zones aux manifestant.e.s. A Bordeaux, la Préfecture a élargi le

matin même l'interdiction de manifester à un très large secteur. Avant même l'heure du rassemblement, les « forces de l'ordre » sont intervenues brutalement, interpellant aveuglément, cherchant à impressionner, faire peur.

Mais le gouvernement a beau mener sa campagne contre les « émeutiers », les « brutes », la « foule haineuse »... la révolte et la détermination des classes populaires, de la jeunesse, de toutes celles et ceux qui se battent pour un autre avenir ne peut que s'amplifier !

Nos organisations seront partie prenante des manifestations ce samedi comme les précédents, et nous appelons à élargir la mobilisation, à amplifier les liens et les convergences.

Nous affirmons également notre entière solidarité avec toutes les victimes de la répression.

Signataires : FI Bordeaux, NPA33, PG (LFI), PCF, Alternative Libertaire 33, CNT Interpro, Solidaires SUD Emploi Aquitaine, AC! Gironde

L'école de la confiance... dans la lutte !

Le projet de loi Blanquer sur l'école, dont le vote au Sénat est prévu fin mai, a fait descendre dans la rue des centaines de milliers d'enseignants le 19 mars, principalement les professeurs des écoles et marque le début d'une mobilisation d'ampleur.

A Bordeaux, le cortège enseignant, particulièrement jeune et féminisé, qui dépassait les 4000 a représenté le gros des troupes de cette journée interpro. Du jamais vu depuis très longtemps dans le premier degré : près de 50 % de grévistes, 70 % dans certains secteurs et de nombreuses écoles fermées. Dans les assemblées préparatoires, plusieurs centaines de collègues au total sont venus discuter, s'armer pour préparer la réussite de la grève, convaincre les parents de s'associer au mouvement. Le jour de la grève, l'AG des grévistes de Bordeaux a discuté de comment élargir le mouvement, en particulier auprès des parents, et des suites à donner. Pour tous les participants, il s'agissait de la construction d'une lutte d'ampleur qui s'inscrive dans la lutte plus générale pour les services publics, contre la réforme de la Fonction publique et la réforme programmée des retraites. Le vote pour une nouvelle journée de grève le 4 avril, après les manifestations du 30, a été unanime.



La loi Blanquer présentée comme « l'école de la confiance » est avant tout celle de la défiance vis-à-vis des enseignants. L'article 1 donne le ton, restreignant les possibilités « d'expression critique des enseignants sur la politique éducative ». Des « établissements des savoirs fondamentaux regroupant écoles et collèges dans une même entité » sous la direction des principaux des collèges, seront expérimentés à l'initiative des collectivités territoriales, supprimant les directeurs d'école, allongeant les trajets des enfants vers des établissements plus lointains. Les jardins d'enfants privés seront autorisés à scolariser les enfants plus longtemps, donc à les maintenir dans le privé, tandis que les

communes devront les financer avec les deniers publics.

La loi organise les économies que le gouvernement veut imposer : les étudiants pourront remplacer des enseignants avant d'avoir été formés, sur des contrats précaires mal payés ; les regroupements école-collège permettront la suppression de postes de directeurs-trices voire de fermer des écoles en faisant des économies d'échelle.

La lutte pour le retrait de cette loi est engagée. La manifestation du samedi 30 mars a réuni près de 2000 enseignants et parents, malgré les propos volontairement paniquards du nouveau maire de Bordeaux contre la prétendue violence annoncée des gilets jaunes, le déploiement policier et l'interdiction d'une partie du parcours. Le 4 avril s'annonce déjà comme une nouvelle journée importante de grève.

Cette lutte contre l'école du tri social et de la régression concerne tout le monde, enseignants de la maternelle à l'université, parents, agents des collectivités. C'est une lutte qu'il nous faut aussi mener en lien avec les salariés du privé et les gilets jaunes, pour faire reculer ce gouvernement.

Christine Héraud

Dans le secondaire aussi

Les lycées et lycées professionnels sont durement attaqués aussi par les réformes Blanquer, avec notamment une réduction des postes programmée pour plusieurs années. La mobilisation a été moindre que dans le primaire le 19 mars, sans doute parce que déjà les nouveaux programmes sont tombés, les dotations horaires aussi, les formations pour y préparer les profs sont en route...

Malgré cela, des équipes se mobilisent dans des établissements. Au lycée Léonard-de-Vinci à Blanquefort, environ 50% des collègues se sont mis en grève le 26 mars contre trois suppressions de postes. Le 19 mars, ce sont aussi les neuf assistants d'éducation du collège de St Loubès qui se sont mis en grève pour exiger de pouvoir être embauchés en CDI à la place des contrats renouvelés jusqu'à six ans maximum.

Grève pour les salaires à la Monnaie de Pessac

Depuis lundi 25 mars, l'usine de la Monnaie est en grève reconductible sur une demi-journée pour des augmentations de salaires.

Depuis octobre, au niveau de l'équipe syndicale CGT, nous avons lancé une discussion sur les salaires, suite aux augmentations des prix, loyers, carburants... avec une consultation bien suivie et le vote d'une revendication : 190 € net pour tous les ouvriers employés. Le mouvement des Gilets Jaunes est venu conforter ce sentiment, avec une quinzaine de collègues participant aux manifestations ou allant sur les ronds-points pour certains.

Ce mois-ci, les NAO (négociations annuelles sur les salaires) ont commencé, regroupant l'établissement de Paris, où les syndicats ne mobilisent pas jusque-là, et celui de Pessac. La

demande des syndicats parisiens qu'elle avait refusé jusque-là... Le débat a eu lieu à l'AG des grévistes du lundi : « on prend la prime mais ce n'est pas notre demande », et au bout du compte, « ça nous paiera des jours de grève » !

Côté direction, c'est silence radio les premiers jours. La direction locale ne fait que « transmettre » et la direction nationale ne dit rien jusqu'à jeudi, où le DRH annonce qu'il vient nous rencontrer avant la dernière réunion de NAO prévue l'après-midi.

Mais il vient pour revendre toujours les mêmes choses : l'intéressement, la prime Macron, etc. sans rien discuter sur le terrain des augmentations uniformes de salaires. La direction veut continuer la NAO comme si le personnel ne s'était pas exprimé très largement par la grève ! Ils se foutent de nous.

Du coup, l'AG a voté le refus de siéger à la NAO l'après-midi et la reconduction de la grève.

Le lendemain, dans les ateliers avant le débrayage, ça discutait surtout comment continuer la lutte. L'idée de rester sur la demi-journée reconductible est forte, avec la conscience qu'il faut que ça dure et qu'il faut maintenir la cohésion entre contractuels et ouvriers d'Etat.

Nous étions une bonne cinquantaine à l'AG et autour de 70 grévistes. Le mouvement a été reconduit avec l'idée de faire parler de nous, de mettre la question des salaires sur la place publique car il y a une vraie crainte des patrons que ces luttes fassent tâche d'huile. L'AG a donc appelé à un rassemblement pour les salaires devant l'usine, pour le lundi 1er avril.

Ce jour là, « à la surprise générale », le PDG et le DRH étaient présents et sont venus voir les grévistes devant la porte, sans davantage de propositions. L'occasion pour les grévistes de les interpeller directement.

Suite à cela, le rassemblement a eu lieu devant l'usine, regroupant une soixantaine de grévistes et une bonne vingtaine de soutiens, avec des délégations de Sud PTT, CGT de Stryker, Cerp, UL de Pessac, NPA, CNT et des Gilets Jaunes de plusieurs secteurs. Les interventions ont été chaleureusement applaudies, et renforcent le sentiment de légitimité de la grève.

Face à la direction qui maintien son blabla et sa position, les grévistes ont revoté la grève très largement, d'autant que le PDG a annoncé qu'il serait là encore demain. La demande est claire, nous voulons de vraies augmentations de salaires.

Les convergences à la base se construisent. Vive la lutte.

Laurent Delage



direction a annoncé + 2 % pour les 188 salariés les moins payés et une prime d'essence qui pourra atteindre 100 € par an, soit 8 € par mois pour payer le carburant... Pas de quoi aller bien loin avec ça !

A l'AG, nous étions 70 contractuels et ouvriers d'Etat sur une centaine d'ouvriers sur l'usine de Pessac, alors que la direction s'était dépêchée de communiquer qu'elle faisait de « gros efforts » cette année, en rajoutant la prime d'intéressement dans ses calculs... Mais il y en a marre de ces discours. Cela fait des années que ce genre de primes sert à faire passer la pilule du gel des salaires. Sans parler du sentiment d'injustice : cette année le top des 10 meilleurs salaires a pris 3,52 % (+72 % depuis le passage de la Monnaie en Epic en 2007)... mais ça, c'est le prix du « talent » sur le marché !

Nous avons voté la grève reconductible sur une demi-journée, en regroupant toutes les équipes sur le piquet devant l'usine entre 10h et 13h.

Quelques heures après, la direction annonçait qu'elle attribuait une prime Macron de 300 € pour les salaires inférieurs à 1,5 Smic et de 200 € pour les autres, donnant suite à une

Nos vies, pas leurs profits

Ford : jusqu'au bout pour contester

Le lundi 25 mars, en CE, la direction a annoncé que le dernier jour de travail serait le jeudi premier août. Le vendredi 2 serait payé à la maison comme cela se fait depuis des semaines.

La volonté de fermer vite est telle que la direction a annoncé dans ce même CE qu'elle voulait imposer des RTT début mai pour faire des économies et fermer sur une période de 2 semaines. Cela ne tombe pas pendant la période des congés scolaires et rien n'est prévu pour les salariés qui n'ont pas de RTT (ceux qui travaillent en 5/8 ou le week-end) et ceux qui partiront avant la fin de l'année.

C'est le plan de la direction pour éviter que les tensions n'augmentent pas trop à l'approche de la date finale. Chacun chez soi... pour fermer tranquille.

Ce qui n'est pas le cas, dans les dernières semaines il y a eu des actions pour rappeler que l'on était loin d'être d'accord. La volonté de faire payer Ford le plus cher possible reste chez certains collègues. A l'atelier du TTH, l'équipe de nuit a été à l'origine d'une action début mars qui s'était étendue dans les autres ateliers. Nous nous étions retrouvés en manif à 80 devant les bureaux de la direction pour lui dire que nous voulions une prime progressive pour que chacun touche 200 000 euros dans le cadre du PSE. Devant le baratin de la direction, un courrier collectif a réuni 291 signatures et a été envoyé à la direction de Ford Europe.

D'un autre côté, la CGT continue une bataille juridique, à tous les niveaux, pour dénoncer le PSE et pour la réindustrialisation du site.

Depuis quelques semaines, le bruit court que Ford va se désengager complètement de GFT. Il devrait confirmer qu'il revendra ses parts (50% de l'entreprise) au groupe Magna qui possède déjà l'autre moitié. Ces jeux financiers n'augurent rien de bon, surtout que Ford a engagé un vaste plan de retrait à l'échelle européenne. Ce n'est pas moins de 11 milliards que Ford a prévu d'utiliser pour financer son plan de destruction d'emploi et de fermeture d'usines : 5000 emplois supprimés en Allemagne, 800 ici, 4500 au Brésil, et bien d'autres en Grande-Bretagne et trois fermetures d'usines en Russie. 11 milliards utilisés pour détruire... et pour préserver des bénéfices plus élevés encore, c'est la folie de cette économie qui ne vise que le profit.

En attendant, on est toujours là. Les liens construits au cours des dix années de lutte, dans la CGT, avec les copains de GFT, avec nombre de militants combattifs de tous syndicats, sont précieux pour poursuivre la contestation. On est encore plusieurs centaines de salariés et nous avons bien des moyens pour peser, bouleverser leur plan dégueulasse, leur faire la publicité qu'ils méritent, garder ce qui est à nous, leur faire payer le plus cher possible chaque emploi supprimé.

Correspondants

« Fin du Monde, fin du Mois, fin du Toit »...

... disait une des banderoles du rassemblement de 150 personnes ce 28 mars devant le Grand Théâtre de Bordeaux, à la veille de la fin de la trêve hivernale organisé par une quinzaine d'associations regroupées dans le « CollectifUnToitSansTrêve ».

Il a été rappelé la situation insupportable de celles et ceux qui sont privés de ce besoin fondamental pour vivre que représente un toit, un lieu de vie pérenne.

Sur Bordeaux Métropole, chaque jour, entre 80 et 100 personnes isolées et 30 à 40 familles avec enfants représentant

150 personnes, font le 115 sans rien obtenir. Et on sait que beaucoup plus ne cherchent même plus à joindre le 115 qui ne peut de toute façon donner qu'un abri d'urgence pour la nuit. Et puis il y a celles et ceux vivant dans des squats, des bidonvilles : 1125 dans 103 sites en Gironde d'après le dernier recensement. Bien plus selon Médecins du Monde : 1197 personnes sur 8 sites rien que sur la Métropole !

Face à cela, il y a l'action militante qui ouvre des lieux de vie alternatifs, des squats solidaires, qui permettent de mettre environ 500 personnes à l'abri dans l'agglomération.

Dans la lettre ouverte du collectif il est demandé de pérenniser les places d'hébergement, arrêter l'expulsion des squats et bidonvilles, viabiliser ces lieux et réquisitionner comme la loi le permet les logements vacants (22473 sur la Métropole en 2015 chiffre Insee).

Passant de la parole aux actes, le « caddy musique » en tête, nous sommes partis à plusieurs dizaines « officialiser » l'ouverture d'un nouveau squat, maison de 20 pièces appartenant à la Mairie, rue de Cursol près de la place de la République.

A suivre...

J.R.



Nos vies, pas leurs profits

Psychiatrie : patients et soignants otages de la camisole budgétaire

Depuis le printemps 2018, les personnels des hôpitaux psychiatriques se mobilisent un peu partout en France pour dénoncer les conditions de travail, d'accueil, de soins inacceptables dans les unités de soins intra et extra hospitalières. Nous avons demandé à Eric, infirmier dans un centre médico-psychologique dépendant de l'hôpital Charles Perrens, de nous parler de la situation.

Eric : Les effectifs soignants sont inégaux sur le territoire. Dans les grandes villes de province, les effectifs sont deux à trois fois plus faibles qu'à Paris. Les petites villes et le milieu rural sont carrément sinistrés. Environ 900 postes de psychiatres hospitaliers sont non pourvus en France. Quant au nombre de lits, il est passé de 140 000 dans les années 80 à 57 000 aujourd'hui !

L'hôpital Charles Perrens ne fait pas exception : malgré un budget excédentaire, la direction ne cesse de presser les personnels afin de réaliser les économies demandées par les hautes instances afin de recevoir le label « hôpital certifié » !

Anticapitalistes : Comment pouvez-vous faire face aux besoins de la population ?

Eric : La file active augmente chaque année. La population, un peu mieux informée, vient plus facilement consulter, cherchant entre autre l'absence d'avance de frais qu'elle ne pourrait supporter en libéral, les psychiatres installés en secteur 1 manquant cruellement. Les centres médico-psychologiques deviennent donc la seule option pour consulter un psychiatre ou un psychologue.

Dans cette société malade, de nombreuses personnes souffrantes cherchent à aller mieux. La demande ne cesse donc de croître, contrairement aux moyens... Aussi, les équipes établissent-elles des listes d'attente, et les patients et leurs familles subissent...

Nous souhaitons offrir le meilleur aux patients mais les restrictions budgétaires nous obligent à agir avec moins de moyens, à se réorganiser, donnant la priorité aux personnes les plus en difficulté, à soigner en priorité les personnes les plus gravement atteintes et les plus précaires, les plus pauvres. Nous essayons de trouver le moyen d'aller vers la population en grande exclusion qui ne va même plus demander d'aide.

Mais c'est très compliqué avec les moyens que nous avons, et nous ne pouvons faire face à de nombreux besoins.

Anticapitalistes : Et dans les services d'hospitalisation ?

Eric : La durée des hospitalisations est réduite au maximum pour que le critère de certification « durée moyenne de séjour » (DMS) soit le meilleur possible ! La biologie, les médicaments, les neurosciences sont devenues quasiment les seules réponses lors des hospitalisations. Peu importe si pour cela on fait sortir des malades non stabilisés, sans projet et qui ont donc de grands risques de se représenter quelques jours plus tard aux urgences en demande d'admission.

Dans les unités, les soignants souvent très jeunes à l'hôpital, et de moins en moins formés à la spécificité de la psychiatrie, tentent l'impossible.

Par manque de moyens humains, on les assigne de plus en plus à des obligations de gardiennage. Il n'y a plus de temps pour observer, écouter, laisser le temps à la relation, au silence parfois nécessaire.

Il n'y a plus de temps pour donner du sens aux symptômes : il faut les supprimer sans chercher la cause et faire sortir les personnes malades au plus vite. Plus de temps non plus pour échanger entre soignants, psychologues et tous les autres personnels qui entourent le patient.

Par contre, il faut prendre le temps de pointer sur la badgeuse qui enregistre à charge les minutes perdues mais jamais celles faites en plus... Il faut être « rentable », partir le moins longtemps possible en vacances, en repos, oublier les temps nécessaires de récupération, de mise à distance des histoires dramatiques dont nous sommes les dépositaires.

Les soignants deviennent des consommables, les humains malades des nomenclatures à classer selon le sacro-saint DMS.

C'est tout cela qui provoque une grande révolte chez de nombreux soignants.



Nos vies, pas leurs profits

Catastrophes des Boeing 737 Max

356 victimes de la soif de profits et de la concurrence

Le 10 mars, un Boeing 737 Max s'écrasait en Ethiopie, causant 157 victimes. Six mois plutôt, un appareil identique s'était crashé dans des conditions similaires, faisant 189 morts. En réaction, le 737 Max était interdit de vol partout dans le monde. L'action de Boeing chutait, entraînant celle de ses sous-traitants, parmi lesquels une trentaine d'« *équipementiers tricolores* », comme les présentait la presse, travaillant également pour Airbus. Parmi ces équipementiers, deux « *fleurons* » de la Métropole et la Région, prétendu « *berceau de l'aéronautique et de la défense* » : Thales (équipements avioniques [instruments électroniques et informatiques de contrôle], système de télécommunication et de divertissement) et Safran, qui fournit les réacteurs produits en partenariat avec General Electric, les roues, les sièges, les freins en carbone, le système de câblage électrique, etc. Sans oublier Michelin qui produit les pneus. Tant que l'enquête sur les causes de l'accident n'avait pas abouti, chacun pouvait craindre d'y être pour quelque chose...

Il s'avère que la responsabilité incomberait à Boeing et à l'organisme US de sécurité délivrant les certifications nécessaires. Les accidents seraient dus au déclenchement intempestif d'un dispositif automatique de sécurité dont la mise au point a été manifestement insuffisante ; les certifications de ce nouvel appareil ont été déléguées à Boeing par l'organisme de sécurité pour « *gagner du temps* », une pratique semblait-il courante ; enfin, les pilotes n'ont pu mettre en œuvre les procédures de désactivation du système défaillant faute d'une formation suffisante.

Sous le titre « *Le Boeing 737 Max, l'avion qu'Airbus a poussé à faire* » et avec une certaine stupidité chauvine, un journal économique expliquait cette précipitation par la volonté de Boeing de répondre à la sortie, qu'elle n'avait pas anticipé, de l'A320 Neo d'Airbus, plus léger, plus puissant et plus éco-

nome en carburant. D'où la modification hâtive du vieux 737 en 737 Max...

Derrière la responsabilité criminelle de la direction de Boeing se trouve celle de l'économie de marché, de la concurrence aveugle, de la course à la rentabilité financière que se livrent les entreprises pour les seuls intérêts de leurs actionnaires. Cette concurrence est non seulement criminelle, elle est une absurdité sociale et économique. Les avions, Boeing ou Airbus, comme tous les produits de tous les autres secteurs, automobiles, informatique, etc., sont à quelques différences près le résultat de l'assemblage de composants pratiquement identiques, fabriqués par les mêmes équipementiers, mettant en œuvre la coopération de millions de travailleurs de toutes nationalités.

C'est l'illustration des progrès extraordinaires réalisés dans le domaine de la division et de la socialisation internationale du travail. Mais les accidents de Boeing comme bien d'autres catastrophes, telles l'effondrement du pont de Gènes récemment, ou encore la destruction de l'environnement, montrent à quel point ces progrès techniques, fruits de notre travail commun, se heurtent aux intérêts d'une minorité de parasites sociaux, grands institutions financières, fonds d'investissement, qui imposent leur loi à l'ensemble de l'économie mondiale, entretenant la concurrence entre les sociétés qu'elles contrôlent pour mieux nous exploiter.

C'est cette coopération qui existe entre nous, travailleurs du monde entier, qui, poussée jusqu'au bout, peut permettre de nous débarrasser de l'économie de marché et de la loi du profit maximum, en établissant notre contrôle collectif et démocratique sur l'économie pour produire en fonction des besoins de tous, dans le respect de la sécurité et de l'environnement.

Daniel Minvielle



Nos vies, pas leurs profits

Social, Ecologie, même combat !

Depuis que le « Grande America » a coulé le 12 mars à 330 kms au large de La Rochelle, c'est un peu le feuilleton à suspens dans les médias sur l'évolution de la situation, pour savoir quand la pollution touchera les côtes, avec quelle ampleur.

Seule certitude, la catastrophe écologique a déjà eu lieu : 22 000 tonnes de fioul lourd, 365 conteneurs dont 45 avec des matières dangereuses comme acide chlorhydrique, acide sulfurique, white-spirit... et 2000 véhicules, le tout gisant à 4600 mètres de fond.

Alors bien sûr, le risque zéro n'existe pas, il peut se produire un incendie qui fasse couler un bateau. On verra ce que don-

nera (ou pas !) l'enquête sur ce bateau de l'armateur italien Grimaldi, mais combien de « poubelles » flottantes sillonnent les mers ? Dans quelles conditions de sécurité ?

Les plus gros navires sont passés de 3000 conteneurs à la fin des années 70 à 20 000 aujourd'hui (plus de 200 000 tonnes) pour la recherche de coût le plus bas. Il se passe sur les mers ce qui se passe sur les routes pour une circulation de marchandises totalement folle liée aux choix de production décidés par les capitalistes.

Aux dernières nouvelles, 15 jours après, la marée noire irait vers l'Espagne...

J.R.

Jusque-là tout va bien !

Le mercredi 20 mars un séisme de niveau 4,9 s'est produit dans la Région entre Charente et Gironde. Pour ainsi dire pas de dégâts matériels ni de blessés à signaler en dehors de quelques frayeurs durant quelques secondes pour les personnes l'ayant ressenti.

Donc tout va bien, ce n'était qu'un petit séisme ! Mais un séisme tout de même, ressenti aussi dans la centrale nucléaire de Blaye qui a voulu rassurer tout de suite : pas de dégâts. D'ailleurs EDF explique que « *Les centrales sont conçues pour résister à un séisme deux fois plus important que le plus grave séisme relevé en 1000 ans dans la région où elles sont implantées* ». S'ils le disent !

Il y a eu Tchernobyl bien entendu, mais ce n'est pas pareil, ce sont les Russes. Et Fukushima, mais ce sont les Japonais. Ici en France, tout est sous contrôle, pas de problèmes.

N'empêche que sur les 58 réacteurs du pays, les deux tiers ont plus de 30 ans, l'âge maximal prévu pour leur fonctionnement. Et comme un signe annonciateur, le 18 mars, le réacteur n°4 de la Centrale de Blaye à peine redémarré s'est mis brutalement à l'arrêt pour la journée en raison d'une défaillance inexpliquée. Mais, on vous le répète, il s'agit d'incidents mineurs, tout va bien !

J.R.

Quand la banque va...

Le Crédit Agricole Aquitaine a communiqué fin mars sur ses chiffres records pour l'année 2018, un bénéfice net de 132,4 millions d'euros (+2,5%) pour un chiffre d'affaires de 542 millions ! Un bon rendement en effet, qui se fait pour une part sur le crédit, la manne qui fait vivre les banques : 766 millions pour les entreprises, 466 millions pour les viticulteurs, etc. Au total, ce sont plus de 4,7 milliards d'euros de crédits qui ont été réalisés en 2018 et qui s'additionnent aux précédents... pour un montant de 20 milliards d'euros en attente d'être remboursés, dont près de 12 milliards de crédit pour l'habitat.

En face de ces 20 milliards prêtés contre intérêts, les fonds propres de la banque ne sont que de 2,9 milliards. C'est un privilège des banques que de

prêter l'argent qu'elles n'ont pas... pour permettre à la machine capitaliste de tourner.

Sans cet endettement permanent, les achats des particuliers dans l'immobilier, l'automobile, et de plus en plus pour la consommation quotidienne, s'effondreraient avec les bas salaires... menaçant ces secteurs de l'économie. Sans le crédit, les entreprises ne pourraient pas financer leur production future (et parfois simplement payer les salaires et les fournisseurs), sans attendre d'avoir vendu la production réalisée.

La fuite en avant de l'économie de la dette se voit aussi au niveau d'une banque régionale : pour le Crédit Agricole Aquitaine, en 2001, le montant total d'argent prêté était trois fois moins élevé qu'aujourd'hui, s'élevant à

Stéphane & Laura - 35 ans
Informaticien & Juriste

Faites votre simulation en ligne ! *

"Avec le **CA**, on a eu le MEILLEUR TAUX !"

EXPERTISER
CONSEILLER
ACCOMPAGNER

Découvrez nos incroyables conditions sur www.ca-aq-provence.fr
Retrouvez-nous en agence ou contactez le 06 95 95 53 54

6 milliards. Une économie à crédit... qui ne tient que tant que les échéances rentrent.

F.M.

Cenon : un nouveau budget d'austérité

Les orientations budgétaires de la commune ont été discutées cette année dans le contexte particulier de mobilisation des gilets jaunes.

Dans le contexte de croissance en berne, de reprise du chômage, des hausses de prix qui ont touché durement en début d'année les budgets les plus fragiles, les dotations d'Etat en baisse depuis plusieurs années ne répondront pas aux besoins de la population et des agents de la commune.

Les politiques publiques de baisse des dotations aux collectivités, de réduction des services publics, de suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires sont justifiées par la dette de l'Etat qui atteint des records (98,5 % du PIB en 2018). Le gouvernement en appelle à l'effort de tous... mais c'est aux plus pauvres, aux retraités qu'il fait les poches, aux populations des quartiers populaires en s'attaquant aux services publics, alors que le CICE continuera cette année à rapporter 40 milliards au patronat, en plus de l'exonération des cotisations sociales qui va affaiblir encore plus la sécu et la protection sociale.

Nous avons dénoncé la « maîtrise de la masse salariale » dont se vante la majorité municipale et qui acte le blocage des salaires des agents de la commune ; les moyens qui manquent pour les associations qui œuvrent à la solidarité et au lien social.

Nous nous opposons depuis son installation à la vidéosurveillance et à son renforcement sur la commune qui s'inscrit dans une logique de répression au détriment d'une politique de prévention auprès de la jeunesse en particulier, avec des moyens renforcés en personnels d'éducation et de médiation. C'est à la population elle-même de décider de ses besoins, des priorités du budget de la commune. La lutte pour les moyens nécessaires aux services publics de proximité, aux associations, à l'aide aux habitants et à la jeunesse précarisés des quartiers populaires passe par l'annulation de la dette et le contrôle des travailleurs et de la population sur les finances publiques.

Christine Héraud, élue NPA

Violence d'État contre les femmes le 8 mars à Bordeaux

Le 8 mars, plus de 800 manifestantEs étaient dans les rues de Bordeaux lors d'une manifestation, d'abord mixte, avec des militantEs du NPA, la CGT, la FSU, Solidaires, la



CNT, associatives... puis non mixte de nuit, à l'appel du Collectif 8 mars Gironde (initié par le Collectif Bordelais pour les Droits de femmes). Des arrêts avec prises de parole ont eu lieu devant des lieux symboliques comme le Palais de justice (intervention sur les violences faites aux femmes), l'hôpital (sur les attaques contre les droits des femmes, dont l'avortement), la Bourse du Travail (témoignages d'AVS et enseignantes précaires) et le commissariat des Capucins (sur les féminicides). Mais la manif a été victime d'une répression particulièrement violente dont rendent compte les extraits du communiqué du Collectif du 8 mars Gironde ci-dessous.

M.C.

« (Lors de la manifestation non mixte de nuit, les manifestantes) ont occupé le centre-ville au rythme de la batucada, des slogans et des chants féministes (...) Mais la manifestation pacifique a dû faire face à une répression policière démesurée.

A 21h45, alors que le cortège manifestait depuis 1h30 de manière pacifique, un camion de police est arrivé à l'arrière du cortège et 3 policiers ont extrait de manière musclée l'une des manifestantes à la stupéfaction générale. La police a alors lancé une grenade de désencerclement avant de faire usage de bombes à poivre et de lacrymogène (...). Des personnes autour ont perdu leur capacité d'audition pendant plusieurs heures. Une manifestante est sévèrement blessée aux pieds par la grenade de désencerclement ; transférée à l'hôpital, elle en est sortie à 1h du matin.

(...) A l'arrivée à 23h30 à l'hôtel de police, suite à nos protestations, la manifestante arrêtée est relâchée mais auditionnée le 11 mars.

Un peu plus tard, 3 personnes quittant la manifestation sont interpellées et arrêtées sans raison devant le Musée d'Aquitaine alors qu'elles marchaient tranquillement sur le trottoir (...) Placées en GAV, elles ne seront relâchées que le lendemain à 19h.

(...) Alors que le gouvernement met en avant la lutte contre les violences faites aux femmes (cf. grand débat à Pessac avec M. Macron et Mme Schiappa le 28 février), c'est aux violences policières que les Bordelaises ont été confrontées.

Nous exigeons l'abandon de poursuites injustifiées contre les femmes interpellées.

Nous exigeons que les responsables de ces violences institutionnelles soient dénoncés et jugés.

Nous affirmons notre solidarité envers l'ensemble des victimes de la répression policière et de la violence d'État(...). »

2130 personnes sans eau potable à Bordeaux

Ce nombre a plus que doublé en deux ans, correspondant à l'explosion du nombre de personnes contraintes de vivre dans des bidonvilles ou dans un des 130 squats de l'agglomération. Et sous la pression des expulsions, les bidonvilles s'éloignent du centre de la Métropole, pour arriver dans les communes de la périphérie, parfois sur des terrains loin des accès à l'eau comme à Canéjan. Près de 500 personnes n'ont pas accès non plus à des toilettes.

Ce ne sont ni le préfet, ni le président de la Métropole qui ré-

vèlent ces faits... mais des associations (Médecins du Monde, Dynam'eau, le Samu Social, etc.) qui les dénoncent et écrivent le 22 mars dans un communiqué que « *Cette absence d'accès à l'eau et à l'assainissement impacte fortement l'hygiène et la santé de ces populations. Elle favorise le risque de pathologies digestives, dermatologiques, buccodentaires et accroît le risque d'apparition de maladies à potentiel épidémique.* » Une dénonciation de la violence de cette société.

F.M.



La nuit, foutez-nous la paix !

Le Supermarché Casino de Mérignac Psychotte est ouvert 24 h sur 24, 7 jours sur 7 depuis le 13 février (*ceci n'est pas une pub*) !

Il s'agit du cinquième magasin de la marque à le faire dans le pays et nul doute que les autres enseignes vont s'engouffrer dans la brèche comme cela se passe déjà avec les ouvertures de magasins les week-ends.

« Comme « pour l'instant » nous n'avons pas la possibilité de faire travailler notre personnel la nuit » semble regretter le directeur, ce sont 4 vigiles qui sont là à perdre leur nuit pour essayer de gagner leur vie, avec un poste de contrôle, la vidéo protection, les caisses automatiques. « Un nouveau mode de consommation... pour faire leurs achats en toute tranquillité » précise le commerçant !

Ben voyons ! Ce n'est pas pour leurs profits, c'est toujours pour notre intérêt que les entreprises s'attaquent aux quelques règles qui les empêchent encore de faire tout et n'importe quoi comme elles veulent !

La nuit c'est fait pour dormir ou faire la fête pas pour travailler !

J.R.

Kabakov, kézako ?

Il y a 10 ans, la CUB inaugurait « La Maison aux Personnages » du couple d'artistes russes Kabakov, une des douze oeuvres installées sur le parcours du Tram.

Une maison vide de 7 pièces, posée là, au milieu de la circulation de la place Amédée Raba Léon à St Augustin, avec des arbres autour, des bancs pour s'asseoir et contempler cette maison vide !

Une maison invisible même pour les proches habitants... et la plus chère des douze oeuvres, elle a coûté 563 200 euros !

Dans une ville où tant de personnes sont mal logées, sont à la rue, y meurent même, difficile d'apprécier le principe de cette œuvre payée avec l'argent de la collectivité.

Un appel au squat ?

J.R.

Européennes : pour que se fassent entendre des voix « lutte de classe » et internationalistes

Nous publions ci-dessous la motion sur l'élection européenne adoptée lors du Conseil politique national du NPA des 23 et 24 mars 2019

L'élection au parlement européen de mai prochain se déroulera dans un fort climat de contestation sociale, marqué essentiellement par le mouvement des Gilets jaunes. De son côté, le gouvernement poursuit son offensive contre le monde du travail (prochaine attaque contre les retraites notamment) et le patronat poursuit, entre autres, ses licenciements.

Par ailleurs, face à toutes les campagnes anti-immigrés, xénophobes, nationalistes ou protectionnistes de tous bords qui vont empoisonner le cadre européen de cette campagne, il est indispensable que se fasse entendre des voix « lutte de classe » et internationalistes.

Pour ce faire, le NPA ne présentant pas de liste dans cette élection, appellera à voter pour la liste présentée par Lutte Ouvrière, la seule qui se situe, comme nous, sur le terrain de la défense du monde du travail, de ses luttes et de l'internationalisme. Nous agissons ainsi dans la continuité de notre

politique de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires et de notre démarche vis-à-vis de LO pour une liste commune.

Ce faisant, le NPA mènera sa propre campagne politique pour œuvrer au rassemblement du monde du travail autour d'un plan d'urgence en donnant un contenu de classe aux exigences et aspirations portées par les Gilets jaunes. Notre campagne s'inscrit dans les mobilisations pour aider à construire les convergences, un mouvement d'ensemble. Par tracts, affiches, réunions et meetings, il se prononcera pour une Europe des travailleurs face à l'Europe des patrons, un plan d'urgence pour les luttes du monde du travail, l'union de tous les travailleurs de l'Europe et du monde, la liberté totale d'immigration, l'ouverture des frontières et la libre circulation de tous les travailleurs. Il développera bien sûr tous les autres thèmes qui animent les luttes d'aujourd'hui, pour l'avenir de la planète et l'égalité des droits, des femmes notamment.

Réunion-débat du NPA 33 : Marxisme et psychanalyse

Une pétition récente dénonce, du fait de la réforme Blanquer, la possible disparition dans les programmes de philosophie de terminale des notions de Travail et d'Inconscient... les deux thèmes qui permettent de discuter du marxisme et de la psychanalyse. En ces temps d'offensive réactionnaire à tout va, cela n'a rien d'étonnant... Marx et Freud continuent à hérisser le poil de tous les réactionnaires, tellement ils ont par leur démarche matérialiste, leurs travaux scientifiques, bousculé les préjugés et les idéologies de leur temps. Leurs idées révolutionnaires gardent toute leur portée subversive face aux défenseurs de cet ordre social inégalitaire et face au retour de l'ordre moral et des préjugés religieux.

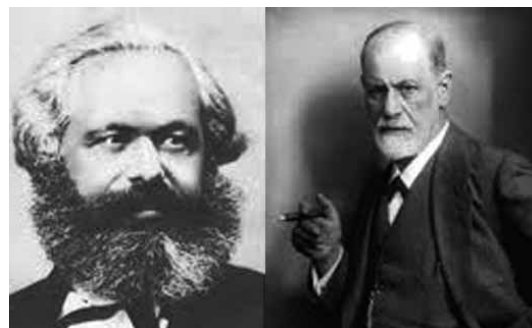
Nous militons pour l'émancipation sociale et pour se libérer de toutes les formes d'aliénation... ce qui implique de s'appropriier les progrès des sciences dans tous les domaines de la connaissance. S'émanciper c'est d'abord comprendre le monde dans lequel nous

vivons, dont nous faisons partie, qui nous a façonné et sur lequel nous voulons agir pour le transformer !

L'apport de Marx et de Freud (dans la continuité de celui de Darwin) est pour cela indispensable. Ces trois intellectuels, en s'appuyant sur les progrès de la société, ont contribué à révolutionner notre conception de la nature, de l'histoire et de l'individu... jusque dans ce qui façonne sa conscience.

Ils ont pour cela suscité et suscitent toujours la haine des milieux les plus réactionnaires. Leurs idées sont régulièrement caricaturées, dévoyées pour les rendre moins dangereuses ou pour mieux les combattre.

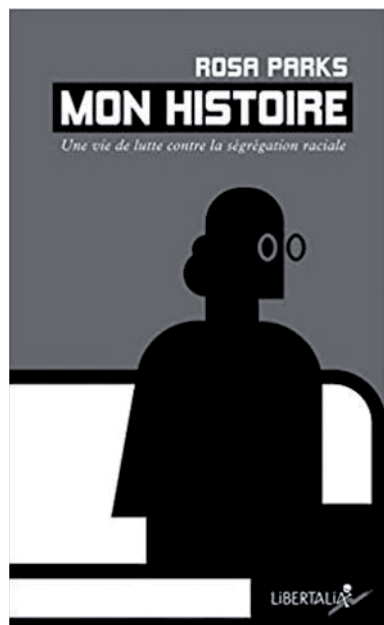
Nous voulons donc revenir sur l'importance historique de Freud, discuter de comment à partir d'une démarche matérialiste, scientifique, il a élaboré cette notion d'inconscient, qui nous permet de mieux comprendre ce qui façonne nos idées, nos sentiments... dans une



interaction entre l'individu, la nature et la société.

Discuter de comment ces idées trouvent toute leur place dans une conception matérialiste de l'évolution de la nature et de l'histoire de la société, pour contribuer à forger les outils qui permettent de penser le monde et nous-mêmes, pour devenir des acteurs conscients de nos vies et prendre toute notre place dans le combat social.

Le NPA 33 vous invite à en débattre, le vendredi 12 avril à 19h, au local du NPA 33, 99 rue Camille Sauvageau à Bordeaux.



Mon histoire Rosa Parks (éd Libertalia)

« Une personne ordinaire qui raconte que les choses devaient changer et qu'il fallait lutter pour les faire changer » comme le résume très bien le traducteur de cette autobiographie de la militante noire américaine Rosa Parks parue en 1992 et traduite pour la première fois en français.

En 1955, à 42 ans, Rosa refuse de céder sa place à un blanc dans un bus à Montgomery dans cet Alabama où existe la ségrégation raciale. « S'il y avait bien quelque chose qui me fatiguait, c'était de courber l'échine » dira-t-elle pour expliquer son acte de révolte. Il s'ensuit une arrestation, un procès et une campagne active de boycott des bus de la ville pendant une année entière durant laquelle une incroyable organisation de la communauté noire se mettra en place permettant à 30 000 personnes de se déplacer tous les jours sans les bus ! Il y aura la victoire au bout, d'autres villes qui s'y mettent et tout le mouvement d'action pour les droits civiques qui va se mettre en route auquel participera Rosa avec Martin Luther King, Malcom X entre autres.

Dans la première partie de ce livre d'une écriture simple, directe et concise, Rosa raconte la vie de sa famille, la sienne, celle de

sa communauté dans cet Etat où le racisme est institutionnalisé. Il y a l'exemple terrifiant de cette femme noire violée en 1944 par 6 hommes blancs à Abbeville dont le Tribunal, malgré l'aveu du crime, refusera l'inculpation ! Comment elle a commencé à militer avec son mari à la NAACP, organisation nationale créée en 1909 pour les droits démocratiques.

Le jeune pasteur Luther King à l'origine du boycott de 1955 prônait la non violence. « L'idée de l'action non violente de masse était quelque chose de nouveau et de très controversée » dira Rosa se souvenant de l'image de son grand-père le fusil en main contre les menaces du KKK. Tout en reconnaissant que cette politique n'a pas empêché les luttes et de gagner. Sur la fin de sa vie, Rosa s'inquiétera de la remontée des idées racistes « Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir » dit elle en conclusion de son histoire. Elle est décédée en 2005 à Détroit, dans le dénuement. Mais ses engagements, son histoire la rendent bien présente pour les luttes actuelles et à venir.

J.R.

L'apostat - Jack London (Ed. Libertalia)

Cette nouvelle de Jack London récemment rééditée n'est pas la plus connue mais elle nous fait partager sa révolte. *L'Apostat*, parue en 1906, est une dénonciation virulente du travail des enfants. C'est sa contribution à une campagne contre leur esclavage aux Etats-Unis où un enfant de 5 à 10 ans sur 10 travaillait.

Johnny vit avec sa mère et ses frères et sœurs. A 7 ans, il entre à l'usine et endosse le rôle de père et de mère pour la famille. N'était-il pas en terrain connu puisqu'il a été accueilli par le bruit assourdissant des machines quand sa mère a accouché avec l'aide du contremaître ? Malgré son jeune âge, il devient alors un ouvrier modèle et se déshumanise jusqu'à n'être plus qu'un rouage de la machine. Pourtant, « il était jeune et rêveur et nourrissait encore quelques illusions (...) tandis que son cerveau sombrait dans la torpeur et la somnolence ». Après quelques années d'une vie de misère à travailler 10 heures par

jour, le ventre vide et vivant dans un taudis, Johnny s'était transformé en un être irascible pensant qu'il était temps pour ses frères de prendre sa place à l'usine. Une enfance sacrifiée, une adolescence sans joies, sans rêves ni espoirs et trop usé pour aimer feront de Johnny un vagabond.

Ce récit est largement inspiré de la vie de Jack London qui a lui-même travaillé dans une conserverie de saumons à 14 ans et dans une fabrique de jute.

C'est aussi une critique féroce du capitalisme, de ses ravages et de ses conséquences perverses qui dénaturent les rapports humains. Jack London était socialiste. Bien que cela date de plus de cent ans, il décrit une réalité qui existe encore aujourd'hui et qui est insupportable et pas seulement pour les enfants.

Corinne



Le destin tourmenté de Flora Tristan

Une bande dessinée d'Olivier Merle

Cette BD* d'Olivier Merle nous permet de parler à nouveau de ce personnage. Flora est née à Paris en 1804. Elle meurt à Bordeaux âgée de 41 ans. Quel destin extraordinaire que le sien, celui d'une pionnière féministe, militante internationaliste de la cause ouvrière

L'enfance d'une paria

La mort de son père, riche aristocrate péruvien d'origine espagnole, va plonger la famille dans la misère. Flora devient ouvrière coloriste. Mariée par sa mère à 17 ans avec son patron imprimeur, personnage jaloux, violent et qui va la poursuivre, elle et ses enfants, et tenter de l'assassiner de trois balles en 1838.

Une femme en fuite

Partie en Angleterre puis au Pérou pour y retrouver sa famille et ses droits, cette voyageuse observatrice deviendra écrivaine. « *Par le voyage je découvre les autres et je me découvre moi-même* » écrit-elle.

Son premier ouvrage *les Pérégrinations d'une Paria* retrace son aventure péruvienne. Elle en tire les leçons aussi bien sur la condition féminine que sur celle des travailleurs qu'elle côtoie. Articles, reportages aboutiront à l'écriture de *Promenade dans Londres ou l'aristocratie et les prolétaires anglais*, une charge contre le capitalisme industriel et l'exploitation ouvrière. Elle en conclura dans *l'Union ouvrière* l'importance « *de l'union universelle des ouvriers et des ouvrières* », tout en restant lucide « *L'homme le plus opprimé peut opprimer un être qui est sa femme. Elle est la prolétaire du prolétaire lui-même.* »

Une pionnière féministe, une écrivaine engagée et socialiste

Flora Tristan, influencée par ce qu'Engels appelait le socialisme utopique, se réclame aussi de Mary Wollstonecraft précurseur(e) en Angleterre de l'émancipation féminine. Elle combat aussi pour le droit au divorce, contre la peine de mort ou la maltraitance animale.

Après sa mort les unions ouvrières se cotisent pour ériger un monument qui sera inauguré le 22 octobre 1848, devant plusieurs milliers d'ouvriers au cimetière de la Chartreuse à Bordeaux.

C'est après mai 68 que Flora Tristan, celle qui fut aussi la grand-mère de Paul Gauguin, sortit de l'oubli. De nouvelles générations militantes reprenaient ses combats pour le féminisme et le socialisme.

Jean-Pierre Lefèvre

* *Le destin tourmenté de Flora Tristan* est disponible à la librairie Krazy Kat 10 rue de la Merci à Bordeaux.



Une exposition « *Flora Tristan, une femme dans le monde* » a été réalisée par l'association Pourquoi pas à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes 2019.

Elle sera présentée à la fête du NPA 33 en octobre.